

Madame, Monsieur

La FSU, 2^{ème} Fédération de la Fonction Publique d'État et 1^{ère} Fédération de l'Éducation, également fortement implantée dans la Territoriale et à Pôle Emploi et au sein des service pénitentiaire d'insertion et de probation de l'administration pénitentiaire, avait, sur la base de ses revendications, appelé à la rupture avec la politique anti-sociale menée ces dernières années.

Les élections législatives des 10 et 17 juin prochains offrent, la possibilité concrète de rétablir le dialogue social et de rassembler autour d'un projet de société solidaire, construit autour d'une politique plus juste en matière de fiscalité, protection sociale, retraites, services publics, éducation, formation et emploi.

Nous vous interpellons donc, Madame la candidate, Monsieur le candidat, afin de connaître et de publier les positions que vous vous engagez à défendre à l'Assemblée Nationale si vous êtes élu-e.

La représentativité de la FSU aux élections professionnelles et sa capacité à mobiliser massivement les agents de la fonction publique autour de ses revendications légitiment pleinement qu'elle soit invitée à la conférence sociale de l'été. La FSU a adressé un courrier au Président de la République en ce sens. Persuadée de sa volonté de reconstruire un véritable dialogue social, la FSU réclame dès maintenant la mise en place d'un cadre de discussion, qui respecte les représentants élus des personnels, leurs organisations syndicales et garantissant un fonctionnement démocratique des instances, à quelque niveau que ce soit. La question des moyens syndicaux doit également être rediscutée de manière urgente.

Pour la FSU, il faut une réelle rupture avec les politiques menées ces dernières années et les mesures d'austérité, qui interdisent la relance de l'emploi et l'augmentation du pouvoir d'achat (pour les fonctionnaires, le gel du point d'indice revient même à une baisse salariale). Cela passe en particulier par un tout autre partage des richesses et donc notamment une réforme fiscale. Cela passe également par un abandon de la réforme des retraites de 2010 et un retour à la retraite à 60 ans à taux plein. Une vraie politique de santé (des soins à la dépendance) doit être menée pour mettre fin aux inégalités qui se sont accrues par la mise en place des ARS, de la loi HPST, des franchises et remboursements entre autres Cela passe également par une autre politique en matière d'emploi et de formation professionnelle.

En ce qui concerne la Fonction Publique et les Services Publics, la FSU prend acte avec satisfaction de la volonté du Président Hollande de mettre fin à la RGPP. La situation est cependant tellement dégradée dans de nombreux ministères qu'il convient de prendre des mesures d'urgence et de rétablir au plus vite un certain nombre d'emplois. Il convient aussi de mettre définitivement fin au « nouveau management public », source non seulement de dysfonctionnements graves en matière de service rendu au public, mais aussi de souffrance au travail et de maladies professionnelles.

La valeur du point d'indice doit être augmentée et une vraie revalorisation de nos métiers amorcée. La lutte contre la précarité doit aussi être un chantier prioritaire les journées de carence, dans le public comme dans le privé, abandonnées.

Pour ce qui est du service rendu au public et de l'égalité de traitement des usagers sur l'ensemble du territoire, la FSU demande qu'un bilan des 30 dernières années de

décentralisation soit établi avant d'envisager toute nouvelle étape de décentralisation. Il n'est pas envisageable qu'une régionalisation se traduise par l'attribution d'un pouvoir réglementaire à une collectivité territoriale, il en va de l'unité de la République et de l'égalité des citoyens sur tous le territoire.

En matière de politique éducative, la FSU demande la mise en place d'un plan d'urgence pour la rentrée 2012 en ce qui concerne le rétablissement des postes supprimés – la rentrée ne pourra pas se faire en l'état actuel des choses -, une formation initiale dès la rentrée pour les enseignants stagiaires affectés sur un service correspondant au plus à un mi-temps, afin de dégager le temps nécessaire pour la formation théorique complémentaire indispensable, la mise en place de pré-recrutements afin de pourvoir tous les postes aux concours, retrouver le vivier d'étudiants nécessaire pour garantir un recrutement exigeant et assurer la démocratisation d'accès à nos professions.

La réflexion sur le contenu et les modalités de la formation des enseignants est indispensable. Il s'agit également d'engager une réflexion pour une autre politique qui permette à tous les jeunes de réussir dès la maternelle, puis en primaire, dans un collège unique ambitieux, partie intégrante du 2nd degré, et ensuite dans l'une des 3 voies du lycée, générale, technologique et professionnelle. Les réformes catastrophiques mises en place ces dernières années, (programmes de 2008, dispositifs ECLAIR, évaluations nationales, réforme des lycées, de la voie technologique, labellisation des CIO, internats d'excellence, nouvelle gouvernance académique...) uniquement pilotées par le dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux, doivent être abandonnées et une réelle démocratisation de notre système éducatif doit être au plus vite réalisée.

L'enseignement supérieur doit aussi faire l'objet de toutes les attentions : abandon de la LRU, des IDEX, de la loi pacte pour la Recherche... sont les premières étapes d'une réussite large des étudiants dans les universités.

La justice, enfin, et les droits et libertés, sont l'un des enjeux majeurs de la législature à venir : que ce soit concernant la justice des mineur mais également la nécessité de reconnaître toute sa place aux aménagements de peine pour les majeurs . Il est important , pour une démocratie, que la détention ne soit pas perçue comme la principale réponse. Elle doit demeurer une exception et le développement des alternatives à l'emprisonnement doit devenir le principe.

Multiplication et banalisation des fichiers, régularisation des sans-papiers... : sur tous ces dossiers, la FSU porte une attention toute particulière et restera également extrêmement vigilante. Pouvez-vous nous donner vos positions sur ces sujets sociétaux ?